

CONTRER LA MARÉE MONTANTE DE LA FAIM



La FAO et la Facilité alimentaire de l'UE





LA FLAMBÉE DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES EN 2007-2008 A ENTRAÎNÉ DES NIVEAUX INACCEPTABLES DE FAIM DANS LE MONDE. Aujourd'hui, quasiment un habitant de la planète sur six est sous-alimenté.

L'Union européenne (UE) a réagi immédiatement et massivement par le biais de sa Facilité alimentaire (EUFF) dotée d'une enveloppe d'un milliard d'euros. Il s'agit d'un programme biennal destiné à aider les pays en développement à atteindre une sécurité alimentaire durable.

Lancé en 2009 en étroite collaboration avec l'Equipe spéciale de haut niveau de l'ONU sur la crise de la sécurité alimentaire mondiale, l'EUFF est ciblée sur des programmes destinés à avoir un impact rapide mais durable sur la sécurité alimentaire.

Plus de 228 millions d'euros (315 millions de dollars) sont alloués aux opérations de la FAO déployées dans 28 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique

latine, en faveur de plus de 9 millions d'habitants des zones rurales. Ciblante la période de transition entre la phase de l'aide d'urgence et celle du développement à plus long terme, la FAO s'emploie à doper la production agricole en travaillant avec les communautés locales et les associations de petits agriculteurs dans les domaines suivants: intrants de qualité, production semencière et animale, vulgarisation, accès aux marchés, stockage, irrigation et agriculture de conservation. Une petite partie de ces fonds a été affectée aux situations d'urgence frappant des pays où la FAO travaillait déjà à des projets de la Facilité alimentaire, comme Haïti et le Pakistan.

Les projets de l'EUFF sont intégrés dans le cadre des politiques gouvernementales de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté et s'alignent sur les programmes nationaux lancés en réponse à la flambée des prix alimentaires.

Pakistan /

DONNER AUX PETITS AGRICULTEURS LES MOYENS DE CULTIVER

Botay Wala – Dans ce village du Punjab au Pakistan, les agriculteurs ont eu de la chance, ils ont été épargnés par les inondations de 2010. Mais, comme l'explique Mohammad Shabaan, âgé de 29 ans, ils ont déjà suffisamment de problèmes – comme l'envolée des dépenses: au cours des deux dernières années, le prix des engrais a plus que triplé. «Je n'ai pas les moyens d'en acheter assez», déplore Shabaan.

En octobre 2009, 300 petits exploitants de Botay Wala ont reçu des semences et des engrais à temps pour le démarrage imminent de la campagne de blé. Ils étaient parmi les 97 500 agriculteurs qui ont pu reprendre l'activité grâce à la FAO, dans le cadre d'un projet de l'EUFF au Pakistan doté de 24 millions d'euros.

«Les zones rurales ont été doublement frappées», souligne Faizul Bari, responsable de projet pour la FAO. Les prix de l'alimentation, des semences et des engrais sont plus élevés à la campagne qu'en ville, alors que la population rurale gagne moins.

Malgré tout, Shabaan peut être considéré comme un des plus chanceux de son village. Certains de ses collègues étaient si découragés qu'ils ont vendu leurs terres et ont migré vers la ville en quête de travail.

Shabaan, en revanche, conjugue l'agriculture avec un emploi à temps partiel dans une société semencière. Et sa récolte de blé parvient encore à couvrir les besoins de consommation de son ménage. Il voudrait bien que cela continue. Marié depuis peu, il pense qu'il vaut mieux attendre un peu avant d'avoir des enfants.



L'EUFF PORTE SECOURS AUX SINISTRÉS DES INONDATIONS AU PAKISTAN

À l'été 2010, le Pakistan a été victime des pires inondations que le pays ait jamais connues. Une partie des fonds EUFF a été immédiatement réaffectée aux opérations de distribution de matériel végétal par la FAO. Cette intervention a permis à près de 5 millions de personnes de cultiver de la nourriture durant la campagne de semis. Grâce à des fonds d'un montant de 2,7 millions d'euros (3,5 millions de dollars), les ménages sinistrés ont reçu des semences de blé, de colza et de légumes, ainsi que des engrais.

Lesotho /

DES INTRANTS POUR LES RURAUX PAUVRES

Ha Barete – Un vieux tracteur est la pièce maîtresse de la cour de Ralesoai Makhorole, un agriculteur de 70 ans. Malheureusement, il ne marche plus depuis des années.

Depuis dix ans que Makhorole ne travaille plus à la mine en Afrique du Sud, la survie quotidienne de sa famille dépend de trois acres de maïs et de haricots qu'il cultive dans un potager en contrebas dans le cadre d'un mécanisme de métayage.

Makhorole fait partie des 36 000 agriculteurs de subsistance bénéficiaires d'intrants agricoles fournis par la FAO dans le cadre du projet de l'EUFF au Lesotho.

En collaboration avec le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (MAFS), la FAO organise des

foires commerciales d'intrants où les fournisseurs locaux offrent toute une gamme de semences, d'outils et d'engrais. Les agriculteurs comme Makhorole peuvent se procurer les intrants de leur choix à l'aide d'un système de bons.

Fort du succès de cette approche, le Ministère a commencé à utiliser les foires à d'autres fins, souligne le Vice-secrétaire principal Liteboho Stephen Mofubetsoana. Par exemple, pour diffuser les semences à pollinisation libre en alternative aux semences hybrides que les agriculteurs pauvres ne peuvent se permettre.

Après la foire aux intrants, Makhorole affirme: «Je produirai suffisamment pour nourrir ma famille et je vendrai le supplément. L'argent m'aidera à payer les

frais de scolarité de mon fils au lycée».

Aujourd'hui, il s'active dans son jardin, binant des parcelles de terre qui se sont tassées durant les fortes pluies récentes. Les criquets ont dévoré ses plants de choux, mais il peut maintenant ressemer les graines qu'il a choisies à la foire.

Le pronostic de Makhorole pour la campagne agricole de l'an prochain est confiant. «Je vais mettre de côté des semences de cette récolte. J'espère doubler mes cultures de haricots et de maïs».

Makhorole regarde d'un air navré ce tracteur en panne qui lui rappelle la dure réalité. «S'il fonctionnait, il aurait fait des merveilles». Le tracteur restera à l'arrêt. Mais au moins la famille Makhorole peut envisager des temps meilleurs.



Libéria / RENFORCER LES COMPÉTENCES POUR RELANCER LA RIZICULTURE

Tappita – Elizabeth Roberts a appris à cultiver le riz de ses parents, un savoir qui leur avait été transmis de leurs propres parents. Elle a également appris qu'il n'est guère exceptionnel de perdre une grande partie de sa récolte de riz.

Mme Roberts, âgée de 44 ans, participe à un plan national ambitieux visant à accroître la production, la qualité, la durabilité et la commerciabilité du riz au Libéria. Le plan bénéficie d'un financement de la Facilité alimentaire de l'UE et d'un appui technique de la FAO.

Enjambant une levée de terre dans une rizière de son village, Tappita, Mme Roberts explique comment elle a appris, avec d'autres membres de sa coopérative de femmes, à transformer les marais envahis par la végétation

en rizières de bas-fonds, à améliorer le rendement et la qualité du riz tout au long de son cycle de croissance, à utiliser diverses techniques de protection contre les ravageurs, et à conférer une valeur ajoutée au riz grâce à des techniques adéquates de transformation et de stockage après récolte.

Sarah Mendoabar, maire de Tappita, raconte que les ménages dirigés par des femmes ont été particulièrement touchés par la flambée des prix alimentaires ces dernières années. Outre une formation, la FAO leur a également fourni des semences, des engrais et des fournitures pour la lutte contre les ravageurs.

Pour Elizabeth Roberts, l'aspect le plus surprenant de la formation agricole a été de voir une grande cuve de cuisson



en métal suspendue au-dessus d'un feu de bois et remplie de riz cuisant à la vapeur. Elle a appris qu'étuver le riz aide à préserver les nutriments dans les grains et à accroître sa commerciabilité.

Elle aide désormais à former d'autres membres de sa coopérative de femmes. «Je vais rassembler mes femmes et nous diffuserons ce que nous avons appris».



Nicaragua /

RELANCER LE POTENTIEL AGRICOLE

Pantasma – Dans une des vallées les plus fertiles du Nicaragua sévit malgré tout la malnutrition. C'est une zone à fort potentiel, où l'UE et la FAO aident les petits agriculteurs à accroître leurs rendements.

«La terre est notre actif principal», affirme Ramiro Rizo, un agriculteur de Pantasma. «C'est la terre qui assure notre survie».

Survivre n'a pas toujours été facile dans cette ville du nord du Nicaragua située sur une des lignes de front de la guerre civile qui a ravagé le pays dans les années 1980.

«On pouvait à peine travailler», se remémore Rizo. Beaucoup des membres de sa famille s'enfuirent. La vallée de Pantasma, du nom de la rivière qui la traverse, était autrefois considérée comme le « grenier à pain » de l'Amérique Centrale. Elle a été réduite à l'abandon.

Même si la guerre est loin, certaines cicatrices sont encore ouvertes. Des chocs récents, comme la flambée des prix alimentaires en 2007-2008 et la sécheresse qui a sévi en 2009, ont mis à rude épreuve les moyens d'existence de nombreux habitants. Selon Carlos Villagra, un fonctionnaire du conseil municipal de Pantasma, près d'une personne sur cinq souffre de malnutrition chronique en ville.

Grâce aux 3 millions d'euros de la Facilité alimentaire de l'UE, la FAO aide les organisations à doper la productivité des cultures vivrières de base comme les haricots, le maïs et le riz, en ciblant tout particulièrement les zones au meilleur potentiel agricole, comme la vallée de Pantasma.

Chaque agriculteur reçoit des semences de haricots de qualité et des engrais.

Les rendements obtenus ont atteint le double de la moyenne nationale, souligne Offman Salinas, superviseur du projet de la FAO au Nicaragua septentrional.

Les agriculteurs reçoivent également une formation en techniques agricoles, comme la lutte contre les ravageurs, la rotation des cultures et le stockage. «Une solution consiste à renforcer les capacités», affirme Salinas. «La réduction de la pauvreté commence par l'éducation».

Assis sur le porche de son exploitation donnant sur la vallée, Ramiro Rizo raconte comment, après la guerre, sa famille a commencé à rentrer chez elle. Ils sont maintenant tous réunis. «Tout pousse ici», dit-il. D'après lui, c'est grâce à la terre. «Si vous ne savez pas où semer, il n'y a pas de récolte possible. Et c'est ainsi que s'installe la pauvreté».



Burkina Faso /

RÉACTION EN CHAÎNE

Kokologo – Pauline Koné, un agent du gouvernement à Ouagadougou, explique: «En février 2008, les femmes sont descendues dans la rue pour protester contre le coût de la vie. Le prix du riz a bondi de 11 000 à 35 000 francs CFA (de 17 à 53 euros) pour un sac de 50 kilos!».

À 45 km plus au sud, dans le village de Kokologo, Koumba Kabré est accablée avec ses six enfants à nourrir. Elle puise dans ce qui reste du stock familial de mil et de sorgho pour préparer une unique ration de porridge pour le dîner. «Nous ne faisons qu'un repas par jour», précise-t-elle.

Koumba fait de la poterie et élève des poulets qu'elle vend au marché local. Le peu qu'elle gagne devrait lui permettre de couvrir la

période de soudure qui approche. Sinon, sa famille sera contrainte de manger les graines destinées à la prochaine campagne de semis.

«L'extrême fragilité est palpable», explique Jean-Pierre Renson, Coordonnateur des urgences au Burkina pour la FAO, en ajoutant que 400 000 ménages vulnérables bénéficient de l'intervention de la FAO dans le cadre du projet de la Facilité alimentaire de l'UE dotée de 18 millions d'euros dans le pays.

Dans les zones irriguées de Banzon, au sud, plus de 600 producteurs de semences d'une coopérative se sont lancés dans la production de semences de qualité.

Diallo Yacouba cultive des semences améliorées de riz et de maïs sur une petite parcelle de 0,75 hectare. Grâce à



la vente des graines, Yacouba augmente non seulement ses propres revenus, mais il déclenche une réaction en chaîne, car la FAO utilise ces semences pour venir en aide aux familles vulnérables comme celle de Koumba à Kokologo.

Pendant ce temps, à Ouagadougou, Pauline espère que le prix d'un sac de riz ne tardera pas à baisser.



DOPER LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE

En aidant les pays en développement à atteindre une sécurité alimentaire à long terme, les projets de la FAO mis en œuvre dans le cadre de la Facilité alimentaire de l'UE portent sur les domaines suivants:

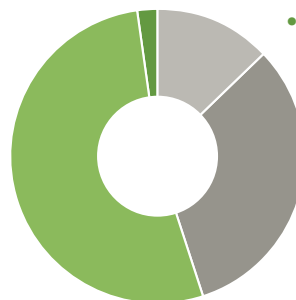
- développer la production de semences certifiées;
- garantir l'accès aux intrants de qualité et à des services de vulgarisation adéquats;
- renforcer les associations d'agriculteurs existantes;
- améliorer les infrastructures de stockage;
- faciliter les liens avec les marchés;
- créer et renforcer les périmètres d'irrigation à gestion communautaire;
- accroître la production animale;
- promouvoir l'agriculture de conservation.



www.fao.org/europeanunion

PROJETS FAO-EUFF PAR RÉGION

• **MONDE** (éradication de la peste bovine) / **2%**



• **AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES**
Guatemala, Haïti, Honduras,
Jamaïque, Nicaragua / **13%**

• **ASIE** Afghanistan, Bangladesh,
Cambodge, Népal, Pakistan,
Philippines, Sri Lanka / **32%**

• **AFRIQUE** Burkina Faso, Burundi, République centrafricaine,
République démocratique du Congo, Érythrée, Guinée-Bissau,
Kenya, Libéria, Lesotho, Mozambique, Niger, Sierra Leone,
Somalie, Togo, Zambie, Zimbabwe / **53%**

Pour tout complément d'information:

Division des Opérations d'urgence et de la réhabilitation
Département de la coopération technique
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla - 00153 Rome (Italie)
Téléphone: +39 06 57051 - Télécopie: +39 06 5705 4941
Courriel: relief-operations@fao.org

Le présent document a été réalisé avec le concours financier de l'Union européenne. Les opinions qui y sont exprimées ne sauraient en aucun cas être considérées comme reflétant la position officielle de l'Union européenne.

Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande. La reproduction pour la revente ou d'autres fins commerciales, y compris pour fins didactiques, pourrait engendrer des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion de matériel dont les droits d'auteur sont détenus par la FAO et toute autre requête concernant les droits et les licences sont à adresser par courriel à l'adresse copyright@fao.org ou au Chef de la Sous-Division des politiques et de l'appui en matière de publications, Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome (Italie). © FAO 2011

Crédits photographiques: page de couverture ©FAO/Gianluigi Guercia; p. 2, de haut en bas ©FAO/Ishara Kodikara, ©FAO/Farooq Naeem; p. 3 ©FAO/Farooq Naeem; p. 4 ©FAO/Gianluigi Guercia; p. 5 ©FAO/Georges Gobet; p. 6 ©FAO/Saul Palma; p. 7 ©FAO/Giulio Napolitano; couverture arrière ©FAO/Giulio Napolitano.